

les Habitants de la Lune

n°6

Quatre mensonges, une seule solution!

17 décembre 2010, Sidi Bouzid, Tunisie - 11h

Je cours. Je cours comme un dingue. Je monte quatre à quatre les marches de la municipalité et j'entre dans les bureaux de l'administration...

Mon vrai nom est Tarek mais tout le monde m'appelle Mohamed. J'ai grandi à Sidi Bouzid, au centre de la Tunisie. Mon père est mort quand j'avais 3 ans. En grandissant, j'ai cru comprendre que l'adversité n'était pas une fatalité. L'Etat répétait à tout va que j'avais les mêmes droits, devoirs et opportunités que les autres citoyens tunisiens. Il fallait juste se battre pour construire l'avenir et étudier pour réussir. Alors j'ai fait des études. Jusqu'en terminale. Au sortir de l'école, on m'a expliqué qu'en démocratie chacun disposait des mêmes possibilités pour vivre, mais qu'il fallait beaucoup travailler. Je suis donc parti en quête d'un bon job. Et j'ai cherché, cherché, cherché encore.

Comme je n'en trouvais pas, je me suis syndiqué. Là, on m'a à nouveau longuement répété que le travail était un droit, mais ils insistaient ici pour que j'exige qu'on le respecte. Il ne m'a pas fallu longtemps pour comprendre que je tournais en rond: au syndicat, je restais chômeur mais je revendiquais cette impuissance à changer la vie. *Je gardais ma dignité*, comme ils disaient. Ce qui me faisait une belle jambe.

En désespoir de cause, à 19 ans, je me suis mis à vendre des fruits et des légumes.

Cela fait maintenant 7 ans que je me casse le cul à traîner *dignement* dans la poussière une charrette pourrie pour ramener une poignée de dinars à la maison en échange de quelques pêches et tomates vendues à la sauvette. Je ne suis pas vraiment convaincu que ce droit au travail enfin conquis représente une quelconque victoire. D'autant plus que

cette existence au degré zéro de la survie ne suffit pas à faire de moi un administré responsable et un bon citoyen. L'administration me le fait comprendre en me harcelant constamment. Pour exercer le métier de marchand ambulant, l'Etat exige une autorisation légale... que sa bureaucratie refuse de me délivrer. Du coup, depuis des années, la municipalité envoie régulièrement ses sbires piquer dans ma maigre caisse et m'infliger des amendes. La semaine passée, les flics m'ont confisqué ma charrette et ma balance. Je n'ai pas d'argent, je n'ai pas de boulot, j'ai 7 personnes à nourrir, je réussis tout juste à vendre 3 tomates pour survivre et on vient encore m'enlever les quelques planches qui me permettent de les transporter.

Je sens une putain de rage monter en moi. Mais je me rappelle mes études, mes recherches d'emploi, mes revendications responsables, mes droits et ma volonté de vivre dignement. Je remets tout ça bien en ordre dans ma tête. Et je cours. Je cours comme un dingue. Je monte quatre à quatre les marches de la municipalité. J'entre dans les bureaux de l'administration... Et là, fièrement, je revendique haut et fort ma condition de citoyen libre et égal. J'exige, comme on me l'a toujours enseigné, le respect de mes droits. J'ai droit au travail et je veux qu'on me restitue immédiatement ma vieille charrette.

Les fonctionnaires se foutent de moi, m'humilient et me jettent dehors...

17 décembre 2010, Sidi Bouzid, Tunisie - 14h

Mon vrai nom est Tarek mais tout le monde m'appelle Mohamed. Mohamed Bouazizi. J'ai 26 ans. Je suis juste en face du siège administratif du Gouvernorat. Deux toutes petites larmes glissent de chaque côté de mon visage. Au ralenti, comme dans un film américain. Celle de droite est une larme d'impuissance qui regrette déjà mes proches. Mais celle qui tombe de l'oeil gauche et va s'écraser lourdement dans la poussière est chargée d'orage. Je n'ai plus de charrette, c'est vrai, mais un bidon d'essence entre les mains. Je me le verse sur la tête et laisse doucement couler le combustible sur mon corps. En ruisselant sur mon visage, le pétrole efface toute trace de larmes. Le vent se lève et se met à souffler très fort. Je regarde une dernière fois en l'air, j'allume le briquet et je mets le feu! A moi, au *bon citoyen*, à *mes droits*, à *ma dignité* et à toutes les autres saloperies de mensonges anesthésiants que les vents dominants m'ont inculqués... ★

☀ Sur le prolétariat – mensonge n°1

Mohamed Bouazizi a été assassiné. Faut-il préciser que le seul responsable de ce crime est l'économie capitaliste? Les défenseurs du travail et de l'exploitation ont tenté de réduire son acte à un suicide causé par l'impossibilité d'exercer son travail. Mais à y regarder de plus près, en s'immolant par le feu, Mohamed Bouazizi n'a pas pleuré le droit démocratique de tirer une misérable charrette. Il n'a certainement pas non plus agi ainsi pour revendiquer l'état de prolétaire. Il a surtout hurlé son impuissance à vivre dans la jungle capitaliste du *bosse ou crève*, cet enfer qui règne en maître absolu de Bristol à Buenos Aires, de Paris à Bombay. Fondamentalement, il a fait ce que chaque esclave sur cette terre rêve de faire: abolir l'insupportable condition sociale à laquelle le capital nous réduit. Et il l'a fait face aux institutions et aux bourreaux qui le harcelaient, en désignant sans ambiguïté les coupables de sa situation: l'Etat, l'organisateur de l'exploitation.



Il était arrivé à la conclusion qu'« *ici, le pauvre n'a(vait) pas le droit de vivre* » (ce sont là ses propres paroles). Posséder pour seule richesse un peu de *prole* à nourrir - être *prolétaire* au sens propre, étymologique du terme, c-à-d. ne compter aux yeux de l'Etat que par ses enfants- n'est tout simplement pas une existence. Plutôt que de continuer à vivre comme un moins que rien, dominé par le *qahr* - un mot arabe que l'on peut traduire par « impuissance totale » - Mohamed Bouazizi a préféré l'anéantissement total. Sans doute, dans son impatience à abroger son insupportable condition sociale, a-t-il confondu sa propre personne avec le système qui est la cause de sa situation. La signification de l'acte que l'Etat l'a amené à poser n'en est pas moins limpide. Pour qui veut bien l'entendre, son geste « crie » qu'il ne veut plus obéir silencieusement au dogme démocratique de l'égalité des droits entre exploités et exploités, ce nivellement politicien qui camoufle mal ce qu'il est réellement, lui, dans cette égalité de contrat: une

merde de prolétaire! Il faut être sourd pour ne pas saisir, derrière le geste de Mohamed Bouazizi, le message posthume aboyé aux responsables de la condition sociale à laquelle il est réduit: *Vous l'appellerez comme vous voudrez, mais que cela se nomme pauvreté, précarité, prolétariat ou je ne sais quoi, je dégueule ma situation et tous les esclavages quels qu'ils soient!*

C'est le rejet de cette déconcertante « liberté » consistant à choisir entre bosser ou crever que les premiers pas des révoltes en Tunisie ont confusément prolongé, avant d'être récupérées par une nouvelle clique de puissants. Les innombrables esclaves à la recherche incessante d'un moyen pour survivre n'ont pas mis longtemps à reconnaître leur propre situation d'otage, leur propre impuissance, dans l'action de Bouazizi. Les jeunes diplômés au chômage, les ouvriers, les employés aux salaires impossibles n'ont pas dû faire beaucoup d'efforts pour s'identifier à ce frère, contraint de tirer une charrette pour vivre, racketté par l'Etat, humilié et réduit au silence par un capitalisme qui ne laisse aucune porte de sortie. Les insurgés en Tunisie se sont *d'abord* soulevés contre cette réalité d'ensemble avant d'en déboulonner quelques maîtres seulement, dont une partie appartenait au sinistre clan de Ben Ali.

Mais les amis du capitalisme ne sont jamais bien loin. Alors que le tyran et une partie de ses associés locaux étaient contraints d'abandonner leurs palais et trébuchaient sous les pavés du prolétariat, d'autres gangsters préparaient déjà leur reconversion en se plaçant progressivement aux côtés des insurgés. Et comme souvent, si les insurgés n'ont aucune difficulté à identifier les flics qui leur font directement face, il n'en va pas de même pour ceux qui, dans leur dos, constituent les futures forces du *maintien de l'ordre*, les récupérateurs de toujours, les partis de gauche et de droite, les collaborateurs du système précédent qui

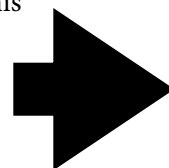


aimeraient tant se réserver une place sur l'échiquier suivant. Dans le dos des révoltés, ressurgit l'habituelle clique d'opportunistes de droite et d'opposants de gauche, de syndicalistes et de bureaucrates plus ou moins stalinien, classiques défenseurs de l'ordre et de la propriété privée. Suivis de la masse plus énorme encore des gros commerçants, des classes moyennes et des petits fonctionnaires. Et tous ces bons citoyens, qui jusque là se sont tenus bien à l'abri derrière ceux qui affrontent l'Etat, se mettent à conspuer d'autant plus bruyamment leurs anciens maîtres qu'ils visent à en préserver les véritables forces: la police, l'administration, l'entreprise et le commerce. La terreur initiale de voir leur propriété détruite et dispersée fait maintenant place à la joyeuse perspective d'en gérer les nouveaux contours en décrochant un rôle plus central dans le gouvernement à venir. Les manifestations deviennent plus organisées. Les syndicats et partis

de gauche encadrent et contrôlent de mieux en mieux la situation. La Ligue des Droits de l'Homme prend force. L'ordre marchand reprend des couleurs.

Il faut alors parachever le travail, donner plus de poids au cirque électoral, au parlement, aux syndicats, aux associations de citoyens. Il faut briser l'action commune, la discussion collective, renforcer l'étau démocratique sur chaque révolté, désamorcer son opposition spontanée à toute forme d'exploitation et la transformer en une attitude participative, en faire un citoyen, le contraindre à collaborer à l'élection *politique* des prochains maîtres de l'économie. Les amis

de Mohamed Bouazizi doivent maintenant lâcher les pierres, se calmer, laisser parler leurs nouveaux maîtres et enfouir leur rage dans une urne.



*Mohamed Bouazizi, tu as assez parlé!
Tais-toi maintenant!*

Et de fait, petit à petit, presque tout le monde finit par se taire. Le rideau se lève sur une nouvelle interprétation de la farce précédente. L'acteur principal a bien été remplacé, mais la troupe est sensiblement la même et propose des tours de passe-passe fort semblables aux précédents: promesses de changement, valorisation des forces d'opposition, élections, éloges de la démocratie, jeu de chaises administratif, une police au service des tunisiens, des nouveaux noms de rue...

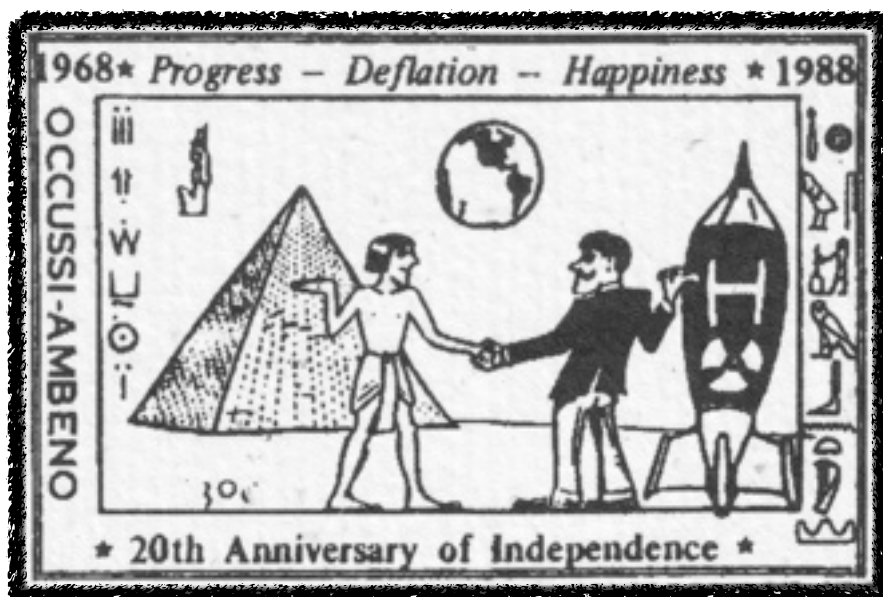
Le silence enfin rétabli, la bourgeoisie internationale peut maintenant bruyamment trinquer à la chute de Ben Ali et applaudir à tout rompre aux nouvelles perspectives d'exploitation qui voient le jour. Hier encore, ils se serraient la main devant les photographes, signaient des accords commerciaux, s'invitaient dans leurs familles respectives, se prêtaient leurs jets privés. Aujourd'hui, les tenants de l'ordre international font tout ce qui est en leur pouvoir pour se démarquer de leur vieux frère. Du jour au lendemain, Ben Ali -tout comme cela se passera pour ses confrères Moubarak et Khadafi- est devenu infréquentable.

Pas question de laisser affleurer la moindre similitude entre la Tunisie de Ben Ali et la France de Sarkozy. Dès lors, avec le soutien des médias, le mouvement social en Tunisie est analysé, décrypté et présenté non pas pour ce qu'il était à la base, un mouvement de colère *contre le rapport social capitaliste* -cela pourrait donner de mauvaises idées aux exploités en France- mais comme la classe dominante dans son ensemble voudrait qu'il soit perçu: une révolte légitime contre un type qui ne défendait pas l'exploitation d'un point de vue suffisamment démocratique, contre un « dictateur ».

Au sein du club doré des *grands de ce monde*, les loups n'hésitent jamais bien longtemps à se débarrasser d'un congénère si la subsistance de la horde l'exige. A grand renfort de reportages spéciaux et de déclarations ministérielles, ils ont donc chargé de tous les maux et traité leur ancien collègue et ami Ben Ali comme un paria avant de le larguer définitivement... De Sarkozy à Obama, une petite chorale *droitdelhommiste* s'est mise en place, condamnant la démocratie façon Ben Ali -soudainement devenue une dictature- et préservant ainsi l'essentiel: *le maintien de la propriété capitaliste, l'exploitation, les*

classes sociales, les privilèges de l'argent, toutes choses que garantissent au même titre tyrans de gauche ou de droite, présidents libéraux ou monarques socialistes.

▲ A la grand-messe du JT de 20 heures, pour désigner le retour à l'ordre en Tunisie, on parle maintenant de *révolution*. Le mensonge est tellement gros: les sourires à l'encaustique des momies de l'info internationale disent *révolution...* et pointent du doigt ce qui s'est conclu par un *changement de gouvernement*. Ils ont tellement peur que les exploités de leur propre pays associent *révolution* avec *abolition de l'exploitation* et se mettent à vouloir tout remettre en question *ici*, qu'ils abusent maintenant de ce terme pour l'assimiler à un simple changement à la tête de l'Etat, un banal remaniement ministériel.



Ne laissons pas le mensonge envahir nos vies.

Aucun journal télévisé ne rendra jamais compte de l'existence des classes sociales.

Aucun syndicat ou parti ne défendra l'abolition de notre condition de salarié.

▲ C'est à nous de rappeler que nous sommes le prolétariat, que nous sommes exploités. Et que nous ne voulons tout simplement plus l'être!

**A bas le prolétariat!
Vive la révolution!**

29 juin 2011, Athènes, Grèce - 15h

Evangelos conduit de façon souple et réussit sans trop de difficultés à se rapprocher des barrages interdisant l'accès au centre d'Athènes. La main gauche collée au volant, il nous mène au plus près de la manifestation. Sa main droite, restée libre, tapote le clavier de son portable à la recherche d'un message lui indiquant un hypothétique lieu de rendez-vous. Sans succès.

Dans la vieille Toyota qui secoue nos conversations depuis notre départ, l'atmosphère est plutôt joyeuse et contraste avec ce drôle de ciel bleu au-dessus de nous. « Un bleu fâché », nous assure Evangelos, « comme celui d'un gamin très en colère, incapable de reprendre sa respiration et dont l'interminable apnée, précédant le cri immense, bleuit sans discontinuer le visage crispé. » Nous respirons avec lui sa métaphore de l'état d'esprit actuel. Le long de la route défilent des kiosques à journaux aux volets métalliques baissés mais qui laissent encore traîner les gros titres des jours précédents: « L'Europe exige le vote du plan d'austérité avant de donner son accord pour renflouer la Grèce ». Sandra bondit sur l'occasion pour commenter l'article imbécile d'un journaliste allemand reprochant au « peuple grec » -comme s'il s'agissait d'un seul homme- « de s'être endetté autant! » Commentaire d'Evangelos: « La bourgeoisie internationale contracte la dette et, quand ils ne peuvent plus payer, ils inventent des « peuples », entités abstraites derrière lesquelles ils adorent se cacher, pour ensuite les exciter et en faire des chiens de guerre. »

Au détour d'une rue, deux flics suant le petit salaire et la grosse fatigue nous barrent la route. Nous en sommes au deuxième jour d'arrêt de travail, plus ou moins général, décrété par les syndicats dans toute la Grèce contre les nouvelles mesures d'austérité. Nous tentons de rejoindre la place Syntagma où une manifestation est en cours et où une bonne partie des participants, rompant avec le sempiternel show des protestations syndicalement disciplinées et sans issue, cherche par l'action directe à empêcher les ministres de parvenir au parlement pour signer l'adoption du plan. Impossible d'aller plus loin en voiture nous fait comprendre le sbire imbécile...



☀ Sur la crise financière – mensonge n°2

L'actuelle crise financière ne résulte ni de l'existence d'une dette trop élevée, ni d'un acharnement des spéculateurs et encore moins d'une mauvaise évaluation de la fiabilité des Etats de la part des agences de cotation. Les achoppements financiers récents -crise des subprimes, crise de la dette, krachs boursiers à répétitions, menace de faillite des Etats...- constituent la partie visible d'un iceberg qui, beaucoup plus en profondeur, butte sur l'impossibilité pour l'entreprise capitaliste, après une longue période de développement, de continuer à extraire des exploités les quantités de plus-value nécessaires au maintien de son taux de profit.

La crise financière n'est que le symptôme d'une *limite économique et sociale enfouie dans les entrailles du capitalisme lui-même*. Elle est l'expression d'une « crise » beaucoup plus profonde, conduisant à une aggravation des conditions d'existence des exploités et à une détérioration encore accrue de la vie sur la planète, situation qui ne manquera pas de se transformer en la seule véritable crise méritant ce nom, la *crise révolutionnaire*. La succession d'explosions sociales en cours n'en constituent qu'un premier signe...

29 juin 2011, Athènes, Grèce - 16h

▲ Tout le monde descend. On abandonne la voiture et on continue à pied. A peine le temps de prendre une bouffée de l'air chaud flottant sur Athènes que surgit sur notre droite la tête d'un cortège hurlant à pleins poumons: « *Batsi gourounia dolofonoi !* ». Curieusement, les flics sont absents. Et de fait, les quelques centaines de compagnons anticapitalistes que nous rejoignons ont profité du regroupement policier devant le parlement pour organiser cette manifestation absolument sauvage et non autorisée aux abords de

l'Acropole. « *Batsi gourounia dolofonoi !* ». Depuis l'assassinat d'Alexis, 15 ans, en décembre 2008, pas une manifestation n'a lieu sans que le prolétariat ne rappelle aux lâches qui jurent fidélité à nos exploités en échange d'un salaire que leurs casques et boucliers ne leurrent personne sur leur réalité de « *flics, porcs et assassins* ». Nous nous joignons à la joyeuse bande. Evangelos se met à scander à tue-tête: « Le capitalisme c'est la mort! Brûlons cette société du spectacle! » Comme s'ils voulaient valider la pertinence de cet objectif, quelques *spectateurs*, déguisés en touristes, assistent médusés à notre joyeux cortège au bas du Parthénon. Nous renonçons à tenter d'éveiller leur conscience déconnectée -ils risqueraient d'appeler les flics- mais l'un d'entre nous tague tout de même quelques rapides *Eat the rich!* sur une banque. Qui sait si cette perspective imagée de la révolution, écrite en rouge sang sur un temple du cannibalisme financier, trouvera écho -c'est qui le mangeur d'hommes?- auprès d'un travailleur récemment promu chômeur qui passerait par là...

☀ Sur l'économie – mensonge n°3

Les contradictions de l'économie capitaliste ne disparaîtront qu'avec la disparition du capitalisme lui-même. Il n'y a pas de *solution capitaliste* à la crise de l'économie. C'est l'économie elle-même qui constitue le problème. La compréhension de son fonctionnement n'est pas impossible, elle est révolutionnaire et aboutit à une conclusion sans appel: toutes les exigences de *l'économie* s'opposent aux besoins de l'humanité.

L'explication de certaines dynamiques internes inhérentes au capitalisme est relativement simple mais aucun politicien ou économiste ne s'avance sur ce terrain. Et pour cause, payés pour entretenir les rouages sociaux, ils sont tout bonnement incapables de concevoir l'effondrement de l'économie puisqu'il signifierait également la mort de la classe sociale qu'ils défendent. La *vérité* d'un désastre capitaliste étant inconcevable, ils imposent la leur, faite de promesses *mensongères* à propos d'un redressement économique prochain (si l'austérité est appliquée, si la croissance repart, si l'inflation se développe, etc.), étape obligée préfigurant la seule alternative que connaisse la Capital: la guerre. Ne laissons pas leurs idioties meurtrières circuler parmi nous et tentons une explication.

Chaque entreprise capitaliste particulière est poussée par ses concurrents à substituer en permanence des quantités toujours plus grandes de travail vivant (le travail humain, seule source de valeur) par du travail mort (les machines, qui ne créent aucune valeur nouvelle). Pourquoi? Tout simplement parce qu'en créant des outils et des technologies plus performantes, une entreprise réussit à produire les mêmes marchandises que ses concurrents, mais en moins de temps. Résultat, chaque entreprise capitaliste *particulière* contribue à long terme à une situation *générale* où les marchandises *contiennent moins de valeur à réaliser*.

Le capital compense cette baisse de valeur présente dans chaque marchandise par une production toujours plus massive et inonde le marché mondial de marchandises... *jusqu'à ce que frappe la surproduction*. Conséquence, il y a beaucoup plus de capitaux et de marchandises (dont la force de travail) que ce que le marché peut absorber.

Ceux qui souffrent de la famine en différents endroits du globe seront heureux d'apprendre que le capital endure actuellement une terrible *crise de surproduction*. D'un point de vue strictement économique -le point de vue de l'exploitation qui se fout éperdument des besoins humains- il y a trop de machines, trop de vêtements, trop de bouffe, trop d'hommes. Et pas assez d'accidents, de tsunamis, de catastrophes nucléaires, de guerres pour stimuler la production.



Financièrement, et c'est ce qui se produit actuellement, tout cela se traduit par le fait que les boursicoteurs, habitués à parier sur le futur des entreprises, croient de moins en moins que leurs investissements réaliseront un jour la sainte plus-value attendue et retirent leurs billes en conséquence. Pour le prolétariat, cela se traduit par un chômage accru, une pression sur les salaires, des suppressions d'allocations... *et une révolte croissante contre le joug de l'économie*.

29 juin 2011, Athènes, Grèce - 16h30

Quelques rues plus loin, notre cortège rejoint la manifestation officielle devant le Parlement grec. Rapidement, les compagnons les plus organisés arrachent des morceaux de marbre blanc aux marches des hôtels de luxe qui bordent la place et les jettent contre les flics. Ces luxueux morceaux de cailloux, en éraflant quelques agents de l'ordre, leur rappelleront peut-être un peu *des larmes et du sang* qu'ils contribuent à imposer aux exploités en protégeant les puissants. L'objectif de ce débordement est en tout cas très clair: empêcher les salauds qui y siègent d'aller signer d'ultérieurs plans d'austérité consacrant notre misère. A défaut d'atteindre directement les ministres, une nouvelle bordée de marbre blanc atterrit majestueusement sur la tête des flics. Signe des temps, contrairement à ce qui se produit habituellement au cours des manifestations syndicales où les minorités qui s'affrontent aux flics sont vite dénigrées et leurs membres dénoncés comme « provocateurs », ici, c'est sous les applaudissements rageurs d'une dizaine de milliers de manifestants que les lanciers de marbre sont salués. Face à la brutalité des charges policières, il n'y a plus que quelques *curés indignés* pour croire encore que le pacifisme pourrait faire plier l'économie et ses forces de répression. D'ailleurs, les quelques idiots qui ont l'inconscience d'essayer d'empêcher les jets de pierre se voient eux-mêmes menacés de manger du marbre.

Les fumigènes se mettent à pleuvoir. Impossible d'approcher les barrages policiers. Comme s'il s'agissait de la chose la plus naturelle qui soit, des marchands ambulants proposent en bordure des affrontements, masques et lunettes de natation pour se protéger des gaz. La nuance entre solidarité et opportunisme marchand n'échappe à personne. Mais il est trop tard pour s'abriter. Tout le monde pleure. La place est à ce point envahie de lacrymogènes que les touristes sont évacués d'urgence des hôtels. C'est maintenant aux flics de charger. Et dix mille personnes les huent. Ce ne sera pas assez pour faire reculer les ministres. Le deuxième train de mesures



d'austérité est signé et un troisième est en préparation. Economie mal gérée? Erreurs politiques? Problèmes de corruption? Non, tout simplement l'évolution mondiale du capitalisme.

Ceux qui occupent la place depuis plusieurs semaines en sont pour leurs frais: qu'elle soit de droite ou de gauche, *l'indignation* ne fait définitivement pas le poids face aux exigences économiques. Les *nationalistes* qui occupaient la partie supérieure de la place replient les drapeaux grecs et y emballent leurs illusions. Ils croyaient faire entendre la voix des « pauvres grecs » en invoquant *l'indignation nationale*. A coups de matraques, la police *nationale* leur a rappelé que les plis du drapeau grec honorent la force sociale organisée au sein de l'Etat-nation capitaliste – la bourgeoisie- et que celle-ci les convoquerait plus tard, probablement lorsqu'elle n'aura d'autre alternative pour régénérer son économie que de participer à une grande boucherie; les grognements nationalistes sur la « grande Grèce » lui seront alors utiles pour mobiliser la chair à canon. Quant aux *indignados* qui occupent le bas de la place, ils n'ont que leurs larmes pour constater que l'indignation dont ils se sont parés dans le but, selon leurs propres termes, de « *corriger les défauts du système* », ne vaut pas grand chose face au bulldozer capitaliste. Il leur faudra sans doute encore un peu de temps pour découvrir que le défaut du capitalisme n'est rien d'autre que... *le capitalisme lui-même*. Ils comptent encore leurs blessés tandis qu'Evangelos repart vers sa voiture avec notre petite troupe.



29 juin 2011, Athènes, Grèce - 22h30

Toute la journée, dans les médias, politiciens, syndicalistes, sociologues et gauchistes se sont succédés pour *invalidier toute forme de violence* et renvoyer dos à dos *flics exagérément féroces* et *manifestants trop débordants*. Un peu comme s'ils ramenaient sur un pied d'égalité la violence d'un psychopathe brutal surarmé et celle d'un gamin qui, pour l'empêcher de frapper, tentait de lui mordre la main. *Nous condamnons la*

violence d'où qu'elle vienne, confirme en substance et fièrement l'habituelle petite chorale citoyenne. Le procédé est éculé mais récolte encore un certain succès. L'astuce consiste à critiquer d'abord, et avec virulence, les excès policiers afin de se constituer le capital de crédibilité suffisant permettant ensuite d'aborder l'essentiel: la condamnation du chemin qu'empruntent les exploités pour se débarrasser de leurs chaînes. Défenseurs de l'ordre surarmés et exploités en colère : match nul. Le tour est joué. L'Etat reste en armes et ceux qui le contestent n'ont rien pour se défendre. Tout reste dans l'ordre: les plateaux de la balance n'ont pas bougé.

C'est ainsi que les ennemis de la révolution assurent le monopole de la violence à l'Etat. En délégitimant tout usage de la force aux prolétaires, en oeuvrant pour que ceux-ci se présentent désarmés face à la terreur économique-policière, l'entièreté du spectre démocratique concourt très concrètement et activement au maintien de la dictature capitaliste. Et cette dictature faite d'exploités libres de se vendre et égaux comme marchandises, à droite, à gauche et aux extrêmes, on la nomme « défense intransigeante de l'ordre démocratique établi ». Le faux est tout. Tout est faux.

Avec Evangelos et les autres, nous reprenons la voiture et poursuivons notre route. Sa conduite est toujours aussi souple et il téléphone toujours autant. Il parvient enfin à entrer en contact avec les compagnons que nous voulions rencontrer. Une brève conversation s'ensuit, caractéristique des difficultés d'organisation actuelles :

- On se voit place Syntagma, en face du Mac Do ?
- Il n'y a plus de MacDo.
- Ah bon? Ils l'ont déplacé?
- Non, non, on l'a brûlé hier!

☀ Sur la politique - mensonge n°4

La situation actuelle ne découle pas de mauvais choix qu'aurait fait la politique. La politique est en tant que telle une force au service de la classe dominante.

Quelles que soient leurs orientations à droite ou à gauche, laïcs ou religieux, pacifistes ou armés, les partis politiques ne font que gérer l'impuissance à contrôler l'économie et obéissent fondamentalement aux décisions nécessaires à son développement. La fonction de la politique est cependant essentielle à la

dictature qu'exerce l'économie en ce qu'elle cantonne les inévitables mécontentements des classes dangereuses dans le champ de fausses alternatives, toutes basées sur le maintien d'un monde centré sur l'argent et l'exploitation.

Dans ce contexte, l'important pour l'Etat n'est pas que ce soit la gauche ou la droite, le religieux ou le laïc, qui se retrouve au gouvernement. Ce qui est essentiel, c'est qu'il existe d'une façon ou d'une autre, sous un nom ou un autre, une force d'opposition capable de recueillir les griefs de ceux qui s'opposent aux mesures du gouvernement en place et de contenir la contradiction sociale dans un cadre institutionnel.

La capacité de la politique à empêcher tout développement révolutionnaire contre l'économie ne concerne évidemment pas uniquement le spectre des partis et syndicats officiels. La vague de mouvements prônant l'indignation face à l'austérité est souvent très explicite quant à son positionnement face au capitalisme. Ceux qui participent aux occupations ne parlent sans doute pas tous d'une seule voix mais il n'est pas rare d'entendre des indignados clamer qu'ils n'ont rien contre un système dont ils voudraient simplement corriger les défauts. On ne peut être plus clair quant au désir de participer au perfectionnement du monde de l'argent.

La lutte révolutionnaire pour réunifier l'humanité passe par l'abolition de la politique, cette activité qui, en défendant une organisation particulière du capitalisme liée aux intérêts classistes spécifiques qu'elle défend, propose aux luttes que nous menons une fausse alternative et ramène toute rupture avec l'économie à un aménagement de l'exploitation.

Combattre la politique et les politiciens -qu'ils soient organisés en parti, en armée ou en secte- exige que le prolétariat s'occupe de tout dans sa lutte pour abolir sa qualité d'exploité. C'est à nous de raconter notre histoire, à nous d'organiser la lutte contre l'économie, à nous de nous battre contre le travail, à nous de défendre la lutte séculaire menée par les exploités pour établir le communisme, la communauté humaine, à nous d'agir sur l'histoire, de lutter contre toutes les séparations que nous impose la société actuelle. A nous d'abolir toute politique par une activité révolutionnaire et révolutionnée.

A bas la politique!
Ne laissons pas les autres se battre à notre place!
Occupons-nous de tout!

6 août 2011, Londres (Tottenham), GB - 20h30

Je suis ici pour Mark Duggan, père de quatre enfants. Je ne le connaissais pas mais il a été assassiné hier par la police. Ce soir, durant la veillée, les flics ne trouvent rien de mieux à faire que de matraquer une fille de 16 ans, pour quelques paroles mal digérées. C'est là que tout se déclenche. On prend des poubelles et on les balance. Les premiers lacrymogènes nous tombent dessus. On se disperse et la fête commence. Certains d'entre nous font irruption dans des bâtiments publics, d'autres pillent des magasins de vêtements ou d'alimentation, des centres de téléphonie... Pas un mot, pas une revendication, seul le silence pétaradant de l'action, difficilement récupérable par la politique. Et des graffitis fort éloquentes tout le long de High Road: « Fuck the Police ».

Je suis arrêté le soir même. On m'a vu casser une vitrine et entrer dans un supermarché. Chez moi, on a retrouvé les 6 kilos de viande que j'avais récupérés ainsi que les téléphones portables et les chaînes stéréos que je comptais distribuer à mes proches.

Je m'appelle Bob Thompson. Je suis chômeur. J'habite le quartier pourri de Tottenham au nord de Londres. Je n'ai pas de travail.

Quelques jours plus tard, je suis condamné à 24 mois de prison ferme.



Le n°2 sur le cliché, c'est moi en 1987, accompagné de mes copains. La photo a été prise peu avant notre virée. Nous portons un habit de soirée à 1150 euros. Nous faisons tous partie du Bulligton Club, la fameuse association d'étudiants de l'université d'Oxford. Mon copain n°8 s'appelle Boris Johnson. Il est aujourd'hui maire de Londres.

1987, Oxford, GB - 22h30

Je lance le pavé dans la vitrine. Je suis saoul comme toute la Pologne mais je ne rate pas la cible. La devanture du magasin chic s'effondre sous les éclats de rire de mes camarades. On cherche péniblement, en se poussant, à s'emparer de l'un ou l'autre objet mais une sirène se rapproche. La police débarque et on s'enfuit vers le jardin botanique. Pas de chance, ils m'attrapent, moi et quelques-uns de mes complices, nous chargent dans le panier à salade, puis nous jettent au cachot...

Je me vante d'être un lointain descendant de la reine Elisabeth II.

J'étudie à l'Université d'Oxford.

Quelques heures plus tard, je retrouverai la liberté car mes parents ont promis de rembourser les commerçants pour les dégâts occasionnés.

Je m'appelle David Cameron. Dans quelques années, je serai Premier ministre de Grande-Bretagne.

11 août 2011, Londres, GB

“Ce que nous avons vu dans les rues de Londres et dans d'autres villes est inacceptable. Et je suis sûr que toute la chambre des communes va se

joindre à moi pour le condamner. Assurer la sécurité des gens est le premier devoir du gouvernement. Tout le pays a été choqué par les scènes épouvantables de pillage, de violence, de vandalisme et de vol. C'est de la criminalité pure et simple et il n'y a absolument pas d'excuse pour cela”.

David Cameron.



Le capitalisme n'est pas notre avenir.

Une seule solution: la révolution.



Faut-il vraiment préciser que les pavés jetés et les magasins pillés à Londres, à Bristol, Glasgow, Manchester, Birmingham... constituent une première réponse pratique locale à l'austérité d'enfer -Hell fare State- qu'a promis la bourgeoisie à ses pauvres en Angleterre? Là, comme partout ailleurs dans le monde, c'est le même refrain que nous serine David Cameron: *There is no alternative...* aux sacrifices que vous allez faire, complété d'un tout aussi classique *Tolérance zéro...* si vous ne les acceptez pas.

N'en déplaise à ce monsieur, planqué depuis toujours derrière son fortuné papa et ses amis de la police, si ses perspectives sont sans aucun doute cohérentes avec sa volonté de conserver ses privilèges de classe, aujourd'hui ça ne tient plus. David va devoir se faire une raison. Les confortables sièges sur lesquels lui et ses compagnons de classe sont assis sentent de plus en plus le roussi. Ils aimeraient que les effluves émanant des cendres encore fumantes des palais incendiés de leurs collègues en Tunisie, en Egypte, etc. ne passent pas la Méditerranée mais c'est impossible. Il y a désormais quelque chose dans l'air. A Londres comme à Athènes, à Gafsa, au Caire, à Hama, Tottenham, Tel Aviv, Aden, Bristol, Damas, Birmingham, Sidi Bouzid, Glasgow, Tunis, Santiago du Chili, Sidi Ifni, Brixton, Sanaa, Taz...

Se repose avec une intensité encore plus brûlante la question que nous posions en conclusion du n°4 des *Habitants de la Lune* consacré à la révolte de décembre 2008 en Grèce: « *La crise sociale qui s'approfondit jour après jour sera-t-elle le fourrier de la révolution sociale à venir?* ».

Personne n'est devin mais ce que l'on peut dire, c'est que *l'économie cannibale* actuelle est absolument incapable d'arrêter, voire même seulement de freiner la folle course dans laquelle elle est lancée. Le sentiment de plus en plus généralisé, qui correspond à la réalité, est que le capitalisme, qu'on ne craint plus de nommer désormais, nous mène tout droit dans le mur. Pas de solution à la destruction de plus en plus évidente de la planète, aucune alternative à long terme *aux larmes et au sang* explicitement promis à ceux qu'il domine. La seule certitude est que tout risque bien d'empirer ces prochaines années. On le voit, on le vit, on nous le dit et le redit. Dans ce contexte, les quelques initiatives prises pour tenter de contrer la spirale dans laquelle le monde s'enfonce, apparaissent de plus en plus dérisoires. Sur le plan politique, les changements du personnel de l'Etat dans les pays où des dirigeants historiques ont été déboulonnés ne semblent calmer que très momentanément les révoltes. Au niveau des mesures financières et économiques, c'est pire encore en termes de crédibilité. Annoncées avec grands effets de manches en Europe, la relance de la croissance, le renflouage de la Grèce, la restructuration de la dette, les sommets Sarkozy-Merkel, les sommes débloquées par l'Europe, les plans de relance à coups de centaines de milliards de dollars d'Obama... aucune de ces propositions ne témoigne de la moindre efficacité et chacun peut tranquillement voir la Bourse continuer à dévisser, les gens vendre leurs dollars et se précipiter sur l'or. Bref, chaque action entreprise en réponse aux effets de la crise sur les finances, le chômage, la croissance... a pour effet de décourager un peu plus ceux qui gardaient quelques illusions sur le rêve capitaliste.



Pour clôturer cette courte illustration de l'état d'esprit actuel, nous retiendrons l'initiative qui a sans doute le plus effrayé le citoyen lambda: l'appel public de quelques richissimes chefs d'entreprises américains et français pour qu'on les taxe un peu plus. Que de puissants bourgeois en arrivent à demander publiquement qu'on les taxe -même si leur proposition est dérisoire et truquée- a sans doute définitivement convaincu les derniers sceptiques que le monde de l'argent ne tourne vraiment plus très rond. Cela en dit en tout cas plus long que mille exposés sur la situation de panique dans laquelle se trouve l'entreprise capitaliste.

En résumé, l'humanité est à nouveau à la croisée des chemins. Soit l'économie capitaliste et sa bourgeoisie internationale imposent leurs besoins, soit les exploités reprennent le chemin de leur libération en se débarrassant définitivement de l'économie et en mettant l'humanité au coeur de notre devenir.

Tout le monde sait que la voie de l'économie capitaliste est toute tracée et sa dynamique d'une mortelle banalité: la crise est résolue par la guerre, la guerre engendre une reconstruction suivie elle-même d'une nouvelle crise, nécessitant à terme d'autres destructions, etc. Pour se convaincre de cette dynamique systémique et absurde, il suffit de jeter un petit coup d'oeil dans le rétroviseur.

Et maintenant?

Avec la complicité de ceux qui tirent profit de l'exploitation, l'économie s'est patiemment érigée en une énorme puissance complètement étrangère aux hommes. Elle a de fait brisé l'unité de l'espèce humaine, divisé l'humanité en deux camps. Elle a concentré à son service une omnipotente minorité bardée de propriétés, de lois et de matraques, chargée de garantir sa pérennité tout en faisant défiler par ailleurs, mais sous son contrôle, une interminable procession d'êtres sans autre propriété que leurs bras, dépossédés de tout, réduits à de simples objets interchangeables et corvéables à merci. Le rapport social découlant de cette situation -le capital, l'exploitation de l'homme par l'homme à travers le salariat- reproduit non seulement quotidiennement le terrorisant chantage d'une vie suspendue aux aléas du marché du travail, mais il provoque également régulièrement d'immenses guerres de destruction nécessaires à l'assainissement de l'économie.

Le grand combat entre les intérêts de l'économie et ceux de l'humanité est relancé. De Tunis à Londres, ceux qui se battent aujourd'hui contre l'Etat parce qu'ils n'acceptent pas les changements de gouvernements, les réformes économiques ou autres plans d'austérité mis en place pour les faire taire et souffrir, tous ces prolétaires qui se soulèvent en Syrie ou au Chili, au Sénégal ou aux Etats-Unis, démontrent que l'humanité n'est pas prête à se laisser écraser par les besoins du capital et par ceux qui les servent. En luttant partout, nous refusons de suivre la logique capitaliste qui conduit à la guerre.

Le problème de l'économie... *c'est l'économie!* L'impasse dans laquelle elle s'engouffre actuellement est une situation inhérente au capitalisme. *Economie* n'est qu'un autre mot pour *exploitation d'une classe par une autre*. En conséquence, de savoir que l'exploitation se porte mal, est une bonne nouvelle pour nous.

L'affrontement qui se développe aujourd'hui avec le capital va inévitablement renforcer les perspectives communistes pour une abolition de l'économie. Nous sommes conscients qu'envisager un tel bouleversement de société, reste à l'heure actuelle fort difficile. Parce que les illusions sur l'amélioration de l'ordre actuel sont encore gigantesques. Parce que l'ennemi de classe conserve d'énormes ressources. Parce que les *printemps arabes* et autres mouvements actuels sont encore trop facilement convertis en *nettoyage de printemps*. Etc. Mais l'histoire avance souvent à grands pas et ce qui semblait inconcevable hier -envisager un monde sans argent et sans Etat où (presque) tout reste à inventer- peut devenir, demain, le minimum sur lequel les êtres humains échangent et agissent. C'est donc notre tâche aussi d'envisager le futur révolutionnaire.



Dans cette perspective, la *généralisation géographique et politique des luttes* est une dimension fondamentale. Chaque lutte est un jalon de la révolution sociale, une étape du renversement du rapport de force international. La généralisation n'est pas quelque chose qui se décide, c'est la réalité naturelle d'un mouvement qui se renforce. Les récents mouvements en constituent une énième illustration: les insurgés en Tunisie motivent nos frères en Egypte, qui donnent des envies d'en découdre en Syrie, qui soulèvent le prolétariat au Yémen, qui encouragent la désobéissance en Grèce, en Angleterre, et ainsi de suite.

Le terrain de cette généralisation est tout simplement dans le DNA d'une classe sociale *qui n'a pas de patrie* et ne peut se libérer sans libérer toute l'humanité.



C'est en ce sens que chaque lutte a une substance universelle. Son terreau est social avant d'être géographique.

En forçant le trait, on ne devrait jamais dire qu'une lutte a commencé en Argentine ou aux Etats-Unis car son véritable point de départ réside dans l'existence même d'une condition sociale universelle, elle surgit du champ mondial de l'exploitation et c'est là qu'elle trouvera son issue victorieuse.

Pour oeuvrer à cette généralisation en acte, nous sommes convaincus qu'un énorme saut de qualité sera réalisé par notre capacité à nous *relier internationalement*.

Lorsque nous disons *relier*, nous ne pensons pas aux « liens » plutôt mécaniques (et en

tout cas insuffisants) consistant à faire circuler l'information de notre action *nationale* aux quatre coins de la planète, ou à la seule traduction en de multiples langues de ce qui nous anime localement, non, nous pensons à la mise sur pied d'une véritable *cordée* solidarisant des révolutionnaires indépendamment de leur origine ou de leur situation géographique et les amenant à agir directement du point de vue des intérêts globaux de la lutte contre le monde de l'argent. Nous devons agir dans la perspective de ne jamais laisser les contingences locales déterminer l'action globale.

Pour ramener cette réflexion à aujourd'hui et le dire plus concrètement, il nous semblerait utile de concentrer nos efforts pour développer des structures, des cercles, des associations qui ne partent plus des situations locales mais tentent directement, même à de tous petits niveaux, d'exister en germe comme force internationale. Nous savons tous que la révolution sera mondiale ou ne sera pas et qu'elle déploie, aujourd'hui déjà, les enjeux de demain.

*Des habitants de la Lune éparpillés sur la Terre,
le 3 octobre 2011.*

no copyright

